

Comment sécuriser notre approvisionnement en énergie ?



1

C'est quoi le sujet ?

→ La transition énergétique n'est pas seulement une question nationale. La transition énergétique concerne tous les territoires.

Qu'il s'agisse de transport, de choix des réseaux pour transporter l'énergie, d'habitations, de bâtiments, tout le monde est concerné.

→ Comment être cohérent avec les politiques suivies par nos voisins européens ? Quelles sont les politiques suivies ? Comment satisfaire et mobiliser les potentiels de chaque région ? Comment

faire pour qu'à tous les niveaux les prises de décision soient efficaces, pérennes, positives et acceptables par tous ? Quelles relations entre l'État et les producteurs d'énergie, entre les collectivités et les distributeurs ? Quel contrôle des risques ?

→ Et sur notre modèle de société : dans quelle société voulons-nous vivre ? Comment voulons-nous consommer ? Produire notre énergie près de chez nous ? Les choix sont difficiles, qui décide ?

2

Que faire ?

Quelle est la situation aujourd'hui ?

→ La transition énergétique implique que nous modifiions nos modes de production et de consommation d'énergie. Les décisions à prendre, demain et dans la durée, impactent tous les échelons. Cela se joue au niveau national et dans le cadre de l'Europe, comme sur le plan territorial, dans toute la France.

Et demain ?

→ Il importe de bien articuler le « qui fait quoi » dans la définition des choix stratégiques de la Nation, les acteurs économiques et industriels – les producteurs, les transporteurs, les distributeurs, les équipementiers qui gèrent et organisent au quotidien l'énergie en France – et les citoyens eux-mêmes.

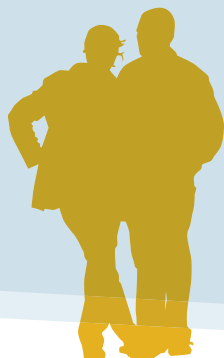
→ Comment prendre des décisions qui relèvent de choix de politique énergétique fondamentaux ? Comment gouverner le risque ? Comment faire lorsque l'on entreprend de fermer ou de créer des infrastructures de production ou de réseau pour en informer le grand public et l'associer aux décisions ?

3

Ce qu'il faut avoir en tête

→ 1946

L'électricité et le gaz sont nationalisés.



→ 1952

L'énergie est au cœur de l'intégration européenne (traités CECA et Euratom).



→ 1990

Dans les années 1990, début de libéralisation du marché intérieur du gaz et de l'électricité.



→ 2000

Depuis les années 2000, un mécanisme national de programmation pluriannuelle des investissements de l'électricité est mis en œuvre ; il est progressivement étendu à la chaleur et au gaz.

→ 2011

En 2011 puis 2012, les régions doivent produire un Schéma régional climat, air, énergie (SRCAE) projetant l'avenir des territoires jusqu'en 2020 et 2030 ; les départements et communes ou groupements de communes de plus de 50 000 habitants doivent établir des plans climat-énergie territoriaux (PCET).

4

Quelques pistes de discussion

→ Comment faut-il répartir les compétences entre le niveau national et les niveaux territoriaux pour la mise en œuvre des orientations énergétiques qui seront fixées par la future loi de programmation de la transition énergétique ?

→ Comment vérifier que les divers exercices de

planification développés au niveau national et au niveau territorial vont dans le même sens ? Sont-ils cohérents ? Quel suivi faut-il prévoir pour s'assurer de leur mise en œuvre ?

→ Comment trouver le bon équilibre entre la préservation du modèle historique français pour l'électricité, qui garantit

des tarifs identiques pour tous dans toute la France, et le développement de stratégies territoriales diverses ?

→ Comment adapter les choix énergétiques en fonction des ressources locales – éolien, biomasse par exemple – et des besoins locaux en matière d'industrie,

de logements, de transports... ?

→ Quels dispositifs de concertation (enquête publique, débats...) et d'accompagnement mettre en place dans les territoires pour inciter l'ensemble de la population à participer aux décisions liées à la transition énergétique ?